

CONSULTATION CITOYENNE

Restitution des contributions

10 juin 2020

ET MAINTENANT ?



5^e circonscription
de Meurthe-et-Moselle



1^{er} au 10 mai 2020
consultation citoyenne

L'épidémie du Covid-19 agit comme un révélateur de nos fragilités, mais aussi de nos espérances. Un peu partout, des idées émergent, disent l'urgence de repenser nos liens sociaux, économiques, écologiques avec des lignes de fond comme la refonte de notre système de santé, l'urgence d'une souveraineté européenne élargie, la reconnaissance des travailleurs invisibles.

"Refaire société"... Nos vœux 2020 résonnent de façon inattendue ! **Refaire société, c'est d'abord prendre la parole et s'écouter.** À chaque traversée de l'épreuve de notre pays, nous avons pris des initiatives en ce sens. En 2015, après les attentats, les débats autour du film "Les héritiers", en 2018 après les alertes climatiques, le dialogue avec les experts du GIEC et en 2019, après le mouvement des gilets jaunes, un "hackathon" social et écologique à Sion avec 150 citoyens de la circonscription.

Du 1er au 10 mai, dans le même esprit, nous avons proposé à chacun de **prendre la parole** pour partager ce qui l'anime profondément pour sa vie, son pays, sa planète.

Pour cela, trois questions étaient posées :

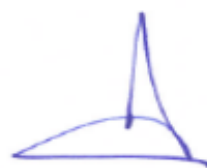
- ❶ À quoi tenons-nous vraiment ?
- ❷ Quelle idée neuve me stimule le plus ?
- ❸ Comment je m'engage dans le monde qui vient ?

Merci à tous ceux et toutes celles qui ont pris la parole ! Chacune de vos réponses a été lue avec intérêt.

Elles contribueront, en l'inspirant, à nourrir la réflexion et l'action locale, le débat parlementaire, le travail de prospective dans les cercles auxquels je participe : Accélérons, Esprit Civique, la France d'après, le Jour d'après.

Nous vous livrons ici **une synthèse de cette consultation citoyenne** qui met en valeur les thématiques les plus abordées ainsi que la diversité des solutions avancées.

Et que vienne le temps de nous parler et de poursuivre la conversation de vive voix !



Dominique Potier
Député de Meurthe-et-Moselle

SOMMAIRE

La consultation en chiffres

1

Méthode de traitement

2

Synthèse générale de la consultation

3

Résumé des réponses par question

7

Annexes

19

LA CONSULTATION EN CHIFFRES

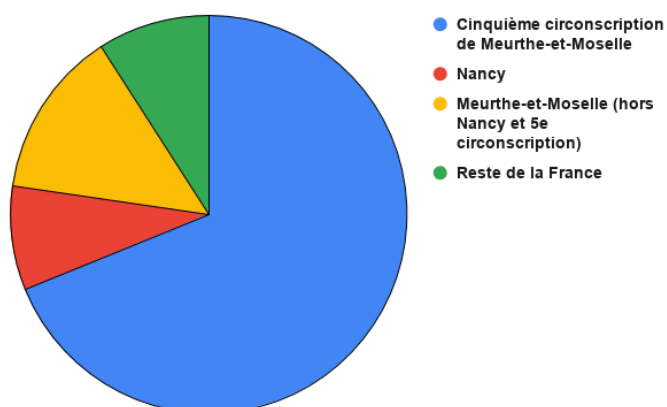
163 participants à la consultation

457 réponses, réparties sur trois questions : 157 réponses à la première question, 155 à la seconde et 145 à la troisième.

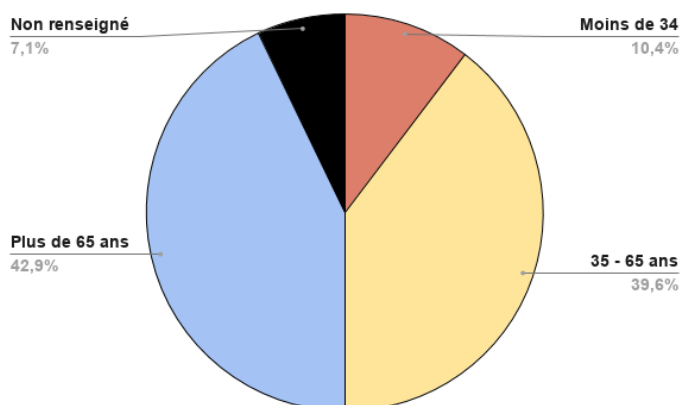
5 réponses parvenues par voie postale

Compte tenu de l'ancrage local de notre initiative, les chiffres révèlent une participation comparable aux consultations qui se sont déroulées sur la même période à l'échelle nationale ou locale.

Où habitent les personnes qui ont répondu à la consultation ? *



Quel âge ont-elles ? *



* Ces graphiques ne prennent en compte que les contributions déposées sur le site internet.

MÉTHODE DE TRAITEMENT

Face à la quantité et à la diversité des réponses, nous avons élaboré une méthode de traitement qui mêle **analyses quantitative et qualitative**. Dans un souci de transparence, nous restituons ici pour chaque question les différentes étapes de notre travail.

1. Première lecture des 30 réponses tirées au sort

2. Découpage de chaque réponse en différentes propositions. Une réponse est souvent porteuse de plusieurs idées. Par exemple, les 30 réponses aléatoires de la question 1 ont donné lieu à 101 propositions.

3. Regroupement et agglomération des propositions en modalités, puis en catégories thématiques. Cette étape permet de construire une grille d'analyse qui sert ensuite pour l'ensemble des propositions. Celle-ci varie faiblement à l'issue du traitement de toutes les réponses.

4. Lecture de l'ensemble des réponses et remplissage de la grille d'analyse. À partir de chaque réponse, une ou plusieurs cases de la grille d'analyse sont cochées, correspondant aux modalités présentes.

Comme toute méthode d'analyse d'une telle quantité de données, celle-ci est nécessairement imparfaite. Néanmoins, **trois principes nous ont guidés** : la **transparence**, l'**authenticité** et l'**égalité de traitement** entre les réponses.

- Pour garantir la **transparence**, nous détaillons ici la méthode que nous avons suivie.
- Pour garantir que la restitution soit **le reflet le plus authentique possible** de l'ensemble des réponses, le nom des modalités retenues doit nécessairement être issu des réponses.
- Pour garantir l'**égalité de traitement** entre les réponses, il était impératif que toutes les réponses soient lues et que chaque réponse corresponde à au moins une modalité. Quand une réponse ne correspondait à aucune modalité, nous avons donc créé une nouvelle modalité.

SYNTHÈSE GÉNÉRALE DE LA CONSULTATION

À l'heure où nous concentrons nos efforts sur l'anticipation et l'atténuation de la crise économique et sociale causée par la pandémie, il est utile d'**avoir en tête les lignes de fond qui ont émergé pendant la période de confinement**. Les réponses à la consultation, déposées entre le 1er et le 10 mai portent la marque de cette **mise à l'arrêt brutale et forcée de notre société**.

La crise sanitaire ne porte pas en elle-même de rupture radicale avec notre façon de voir, de sentir et de juger, indépendamment des réponses que nous apportons. C'est de notre capacité collective à y répondre, à la décrypter, et finalement à en **tirer les leçons utiles** que dépendent la force et le sens de ses effets.

Dans leur formidable diversité thématique et idéologique, les contributions tirent une leçon fondamentale commune : **la nécessité de se recentrer sur l'essentiel**. L'essentiel, le fondamental, l'utile contre le superflu, l'accessoire, le superficiel. À tous les échelons et dans chacune des questions, les participants déclinent ce retour aux fondamentaux. **De la vie intérieure et l'environnement immédiat du foyer familial, à la Terre comme foyer de notre humanité en passant par le territoire qui nous relie aux autres, le même mouvement de fond est à l'oeuvre.**

I. Une nouvelle éthique du bien vivre

La première échelle où s'opère ce retour aux fondamentaux est celle de **la vie intérieure et l'environnement immédiat du foyer**. L'épisode pandémique, mais surtout le confinement qu'il a provoqué, a bousculé nos habitudes et permis de s'interroger sur le sens de notre vie quotidienne. Ce qui semblait tellement évident que nous le tenions pour acquis sans même y penser est tout à coup devenu visible au grand jour. **Nos rapports au temps, à l'espace, aux biens matériels, à nos proches ne sont pas donnés une fois pour toutes.**

Dans cette optique, les personnes interrogées semblent exprimer le désir de **rééquilibrer les différentes sphères de leur existence**, en accordant une part plus importante aux sphères familiale et amicale, mais aussi à la création et au contact direct avec la nature. C'est ce que révèle la récurrence de la modalité « Je tiens à tous ceux que l'on peut aimer » dans les réponses à la première question.

Trois notions sont mises au service de ce rééquilibrage par les participants : **la sobriété**, **le ralentissement** et **la proximité**. Ce sont les leitmotivs qui reviennent dans l'ensemble des réponses, et ce pour chaque question.

« Je tiens aux échanges en tout simplicité, à la proximité des personnes et des savoirs-faire, au travail pour tous, au bien-être intérieur pour le bien-être de tous, au calme (...), au retour du respect de la Terre notre lieu de vie à tous, à la richesse de l'Homme, à l'écoute, au retour vers une politique humaniste, de proximité pour le bien de la France et pour le bien des autres. »

La sobriété : un rééquilibrage qualitatif

La sobriété est décrite comme le refus de l'hyperconsommation, du matérialisme et de la marchandisation infinie : **moins mais mieux**. Elle est justifiée dans les contributions par des considérations écologiques, liées aux ressources finies qu'offre notre planète, mais également sociales et morales, pour parer au risque d'une aliénation marchande.

Le ralentissement : un rééquilibrage temporel

Ralentir, c'est convertir en temps notre véritable échelle de valeur. **Pour chaque activité, passer un temps proportionnel à la valeur que nous lui accordons** et à son utilité collective. Cela se traduit dans les réponses par le souhait de ne pas « perdre son temps » dans les déplacements vers le lieu de travail, d'avoir plus de temps à passer avec nos proches et nos aînés.

La proximité : un rééquilibrage géographique

La proximité enfin est la possibilité de se recentrer sur son environnement immédiat et **d'ouvrir les yeux sur ce qui nous entoure directement**. En cela, elle se situe à l'interface d'un mode de vie et de l'organisation du territoire, envisagé comme le récit personnel et citoyen de ce qui nous relie.

II. Le territoire, récit personnel et citoyen de ce qui nous relie

Se recentrer sur l'essentiel, c'est aussi se relier aux autres et à la nature. Le territoire apparaît dans les réponses comme le cadre du vivre ensemble et le creuset de l'engagement citoyen.

« Avec cette crise mondiale, dont l'origine tient à des actions individuelles dans un coin du monde, il est important de comprendre que chaque activité individuelle et locale a des implications plus grandes, plus globales et plus générales. S'engager au local, c'est participer à l'élaboration d'un monde meilleur, d'où l'importance de s'engager chaque jour (...). Il faut s'impliquer dans des associations locales, dans des manifestations et événements à petite échelle pour faire évoluer la vie à grande échelle. »

Dans les réponses à la consultation, cette implication sur le territoire passe par trois voies distinctes : **la protection et le développement du tissu des solidarités**, **le rapprochement des activités de production et de consommation**, **la participation aux processus de décision**.

La protection et le développement du tissu des solidarités

Le territoire est le lieu privilégié par les répondants pour **ancrer la solidarité dans le réel**. En premier lieu, à travers **des services publics de proximité** auxquels on accorde les moyens nécessaires pour fonctionner correctement. Ces services sont ce qui nous relie, au même titre que **les actes quotidiens des bénévoles et des associations**, en particulier auprès des personnes les plus vulnérables.

Le rapprochement des activités de production et de consommation

Les participants soulignent **l'absurdité de la distanciation progressive du lieu de production et du lieu de consommation**. Ils nous disent que manger des produits locaux et acheter des vêtements conçus plus près de nous doivent devenir des réflexes de bon sens écologique. C'est aussi une question de saine économie pour permettre aux producteurs locaux de vivre décemment de leur activité.

La participation aux processus de décision

Le pilotage vertical à distance des territoires est un mode de fonctionnement usé. Il y a dans les réponses à la consultation l'intuition que, **partout sur le territoire, des solutions existent pour répondre aux défis du monde contemporain**. La décentralisation et la participation citoyenne sont des lignes de force de la **rénovation démocratique** à laquelle appellent de leurs vœux de nombreux répondants qui pointent du doigt le manque de transparence et l'insuffisant contrôle citoyen sur leurs représentants.

Enfin, le territoire qui est raconté au travers des réponses s'insère dans un contexte plus large que les participants invitent à repenser au plus vite.

III. Un horizon de chantiers structurels à grande échelle

Le dernier degré de ce retour aux fondamentaux tient ensemble différents enjeux de réforme en profondeur, à l'échelle du pays et du monde. À cette échelle, se recentrer sur l'essentiel c'est **revaloriser la rémunération de ceux qui font tenir nos sociétés**, c'est **être autonome dans la production de ce dont on ne peut se passer**, et enfin, c'est **préserver notre Terre nourricière pour permettre aux générations futures de l'habiter durablement**.

Revoir notre échelle des valeurs et des salaires

Le travail utile doit être rémunéré à sa juste valeur. C'est un des enseignements les plus omniprésents dans la consultation. À cet égard, il existe un pan entier de **métiers aussi indispensables qu'invisibles**, majoritairement occupés par des femmes, qui ont fait tenir notre société pendant la crise : les caissières, les aides-soignantes, mais aussi les éboueurs et les pompiers. **Le plafonnement des écarts de rémunération** au sein de notre société est avancé par de nombreux contributeurs. Plus généralement, ils appellent à un **nouveau partage des richesses**, à la source, mais aussi par une refonte de la fiscalité guidée par l'idéal de justice sociale.

Assurer notre souveraineté et notre autonomie

Masques, gel, médicaments... **Nous ne produisons plus les produits essentiels à notre protection et notre défense.** C'est un second constat récurrent dans les réponses. Notre dépendance est une fragilité à l'heure où quelques pays concentrent la production mondiale de ces produits stratégiques. À l'exception d'une réponse, le retour à l'autonomie n'est pas présenté comme celui d'une fermeture sur le monde par les participants. C'est parfois même **au nom d'un principe de solidarité** avec les travailleurs des pays où les conditions de travail portent atteinte à leur dignité humaine que cette autonomie est visée.

Garantir la paix pour préserver notre planète

Le dernier grand horizon de réforme cité dans les contributions est celui de la transition écologique. Celle-ci passe par la **reconversion des nos industries les plus polluantes**, mais aussi par la **coopération européenne et internationale**, étroitement liée à notre **capacité à préserver et respecter les grands équilibres naturels de notre planète.**

« Nous sommes en train de creuser les tranchées des guerres de demain. Le changement climatique et la raréfaction des ressources naturelles (énergie, matériaux, eau) vont constituer un cocktail explosif à plus ou moins long terme. »

Selon les différents participants, cela passe par la **reconstruction d'une Europe pionnière** en matière de droits humains et de protection de l'environnement et/ou par le **renforcement des coopérations internationales** plutôt que la compétition généralisée et symbolisée pour certains par les récents accords de libre-échange.

Cette première synthèse globale n'épuise pas l'ensemble des propositions faites par chacun des participants mais offre une première vision des lignes de fond qui parcourent les réponses à la consultation.

Dans la partie suivante, vous trouverez le détail des réponses pour chaque question et les clefs de lecture des trois tableaux placés en annexe

RÉSUMÉ DES RÉPONSES PAR QUESTION

Question n° 1

La crise est révélatrice. À quoi tenons-nous vraiment ?

La crise sanitaire et le confinement ont marqué un ralentissement de nos activités et l'occasion de se recentrer sur l'essentiel. En invitant à l'introspection, la première question permettait donc à chacun d'**exprimer quels étaient ses fondamentaux et ses attaches les plus profondes**.

La question était suffisamment large pour être interprétée de différentes façons. Elle a suscité **différentes interrogations** auxquelles les participants ont pu répondre. Ces interrogations constituent les **5 catégories de classement des réponses** que nous avons identifiées pour la question (voir **Graphique 1** et **Tableau 1** dans la partie Annexes) :

I. De quoi la crise est-elle révélatrice ?	●	11,1 % des réponses*
II. À quelles valeurs fondamentales tenons-nous ?	●	51,9 % des réponses*
III. À quel mode de vie tenons-nous ?	●	34 % des réponses*
IV. Que tenons-nous à préserver ?	●	51,9 % des réponses*
V. Que tenons-nous à réformer ?	●	44,4 % des réponses*

* Les participants ont souvent répondu à plusieurs de ces interrogations dans une même réponse, ce qui explique que la somme des pourcentages dépasse 100.

I. De quoi la crise est-elle révélatrice ?

Plusieurs participants sont partis des éléments mis en lumière par la crise pour développer leur propos. Parmi ces éléments, on trouve notamment l'idée que **la crise a révélé « noir sur blanc » le rôle indispensable de toute une catégorie de travailleurs** qualifiés par certains « d'invisibles » et occupant des professions en bas de l'échelle de valeur de notre société : « aide-soignantes », « caissières », « éboueurs » ...

Par ailleurs, **la crise nous met face à nos fragilités** : celle de notre « humaine condition » mais aussi celle de notre société. À cet égard, nombreux sont ceux qui déplorent la fragilisation de notre système de santé, notamment à travers **le manque de moyens accordés à l'hôpital public** ces dernières années, rendu évident par la crise.

II. À quelles valeurs fondamentales tenons-nous ?

Le second point de départ des participants est celui des **valeurs fondamentales auxquelles nous tenons**. Ces valeurs, souvent déclinées par la suite en éléments concrets (tel mode de vie ou telle idée de réforme) sont considérées comme le socle de notre vie en société. Les réponses traduisent une très forte aspiration au **maintien des nouvelles solidarités mises en place pendant le confinement** au-delà du seul épisode pandémique. **La modalité « Solidarité, fraternité et inclusion » représente à ce titre plus d'une réponse sur trois.**

« Ce qui m'a fait chaud au coeur durant cette crise, c'est cette capacité à être solidaire que chacun a pu illustrer à sa manière. Exit les divisions, les frontières, la séparation, cette crise a montré que la solidarité doit être au centre de chacune de nos actions, pour obtenir une société plus saine, et avoir un horizon soutenable et durable. La solidarité doit constituer le coeur-même de toutes nos valeurs ».

Cette aspiration se double d'une exigence **de « partage », « d'égalité » et de « justice sociale »**. Les participants appellent de leurs voeux à une nouvelle répartition des richesses, plus équitables et plus décentes. Enfin, **le respect de l'environnement et de la dignité humaine** sont souvent associés par les participants, avec l'idée que les deux forment un tout à préserver.

III. À quel mode de vie tenons-nous ?

La crise a bousculé nos habitudes de vie et a permis de réfléchir à la façon dont nous vivions : ce à quoi nous accordions trop d'importance, ce que nous négligions et ce que nous faisions sans réfléchir.

En tête des réponses dans cette catégorie, les participants font état de l'importance que revêt à leurs yeux le lien social, quel qu'il soit. **Nous tenons à notre famille, nos amis, nos collègues, nos aînés et à ceux qui nous sont encore inconnus : « à tous ceux que l'on peut aimer et aider »**. Dans cette perspective, plusieurs personnes soulignent que le confinement a été l'occasion de passer plus de temps en famille qu'auparavant.

IV. Que tenons-nous à préserver ?

« Tenir à », c'est aussi préserver.

En disant ce à quoi ils tenaient, les participants ont souvent exprimé leur **crainte de voir disparaître des biens communs** : ressources naturelles (21%), santé (17,3%), services publics (16,7%), biodiversité (15,4%)...

À travers les réponses, s'exprime la nécessité de « **prendre soin de la Terre** », à la fois pour ses richesses qui nous permettent de vivre, mais également au nom de sa valeur d'existence, du simple fait qu'elle existe.

« Il est nécessaire de cesser de vouloir tout rentabiliser. Il nous faut revenir sur un service public qui soit bien, comme son nom l'indique, au service de la population. »

« Cette crise m'a rappelé à quel point je suis attaché au calme, au silence, à respirer pleinement, à sentir ces arômes qui nous entourent depuis toujours et que notre pollution nous a fait oublier, à écouter les oiseaux, les insectes, les abeilles qui sont parfois si proches de nous et que nous ne distinguons plus, à voir les étoiles, la nuit, sans rideau, sans grondement parasite, dans la quiétude. »

Parallèlement, les répondants disent leur **attachement à des services publics de qualité et de proximité**. Beaucoup expriment leur colère et leur **incompréhension face à une gestion purement budgétaire, déconnectée des besoins de chaque territoire**.

V. Que tenons-nous à réformer ?

Pour finir, les participants se saisissent également de la question pour **dire les évolutions qu'ils souhaitent pour l'avenir**, anticipant partiellement sur la deuxième question. Le traitement de la question suivante permet d'approfondir ces différents éléments. À la lecture des résultats, on constate que deux grandes thématiques reviennent souvent : **l'économie et la vie politique**.

La proposition qui est la plus reprise est celle d'une **revalorisation des bas salaires, notamment pour les « travailleurs invisibles »**, justifiée par l'utilité et la pénibilité de leurs professions.

Parallèlement, les participants expriment d'une manière plus générale le souhait de **revoir le rôle dévolu à l'argent dans notre société**. Cela passe chez certains par l'abandon d'indicateurs de richesse comme le PIB au profit « d'un nouvel indicateur qui soit basé sur l'humain ».

Question n° 2

Quelle idée nouvelle me stimule le plus ?

Dans le contexte de crise sanitaire, **des idées ont émergé en réponse à l'urgence de repenser notre modèle de société**. La seconde question invitait à partager une (ou plusieurs) de ces idées.

Les participants ont répondu en développant des idées que souvent ils n'estimaient pas neuves, mais plus actuelles que jamais : la crise doit marquer un tournant.

« Si cette crise ne parvient pas à révéler au monde qu'il est grand temps de changer nos modes de vie, de consommation, de travail, de perception de l'essentiel (et du superflu...), c'est que nous serons restés aveugles et sourds »

Le degré de détail des propositions est extrêmement variable : du principe directeur qui doit guider toute action à la conception d'un dispositif d'action locale. Néanmoins, l'ensemble des réponses tracent **les lignes de fond d'un vaste chantier collectif**, que nous reprenons à travers les **cinq catégories suivantes** (voir **Graphique 2** et **Tableau 2** dans la partie Annexes) :

I. « Replacer l'humain au centre de notre société » : bien vivre, vivre ensemble »	32,7 % des réponses*
II. « Une démocratie qui donne la parole aux citoyens »	34 % des réponses*
III. « Ne laisser personne au bord du chemin » : partage des richesses et solidarités nouvelles	28,4 % des réponses*
IV. « Il faut se préparer aux crises à venir » : il est urgent d'entamer la conversion écologique de notre modèle économique	32,7 % des réponses*
V. « Rompre avec une mondialisation pernicieuse » : la France et l'Europe dans le monde	21 % des réponses*

* Les participants ont souvent répondu à plusieurs de ces interrogations dans une même réponse, ce qui explique que la somme des pourcentages dépasse 100.

I. « Replacer l'humain au centre de notre société » :
bien vivre, vivre ensemble

Reprenant et développant des éléments cités dans la première question, près d'un tiers des participants ont fait valoir des idées et des propositions liées à une nouvelle façon de vivre. Celle-ci est marquée par l'aspiration à « **replacer l'humain au centre de notre société** ».

À travers les modalités les plus présentes, on distingue les contours de cette éthique du bien vivre : **proximité (16,7%)**, **sobriété (13%)** et **vivre ensemble (8,6%)**. Ces mots d'ordre sont déclinés dans toutes les sphères de la vie de nos territoires : travail, consommation, alimentation, transports, citoyenneté...

Ainsi, nombreux sont ceux qui souhaitent réaliser leurs courses alimentaires le plus souvent possible localement auprès des producteurs de leur territoire. Parmi les **solutions concrètes pour favoriser les circuits courts** proposées par les participants :

➤ **« Changeons la TVA sur les produits alimentaires de base produits en France pour orienter l'acheteur vers le local. »**

➤ **« Chaque communauté de communes devrait fournir gratuitement un ou plusieurs locaux de vente directe de produits locaux alimentaires ou autres. »**

Le bien vivre passe également par le renforcement du tissu des solidarités sur le territoire par des initiatives locales portées par ses habitants. Par exemple :

➤ **« Un tourisme solidaire organisé par les gens du Pays et géré par eux et pour eux, et non par des tours opérateurs sans liens entre eux ».**

II. « Une démocratie qui donne la parole aux citoyens »

Au coeur de la démocratie, les citoyens. Cette seconde catégorie rassemble les propositions qui se préoccupent de la construction ou de la reconstruction de notre démocratie. Dans cette catégorie, la modalité « **“Des citoyens "acteurs de la République" : plus de participation en politique et dans les entreprises** » regroupe le plus de réponses (13%).

Selon les participants, le renforcement de la participation passe à la fois par **le droit de chacun à prendre la parole et à être écouté** mais également par **l'exercice d'un devoir citoyen d'implication dans toutes les sphères de son existence** (entreprise, commune, pays...).

Comment « avoir le sentiment d'être compris et respecté, et retrouver confiance dans un nouveau système de gouvernance » ? C'est l'interrogation soulevée par de nombreux participants qui réfléchissent aux conditions d'une démocratie plus « participative » où chaque voix compte. À cet effet, plusieurs propositions invitent à une nouvelle répartition du pouvoir à tous les échelons :

➤ **« Redonner du pouvoir aux corps intermédiaires et lutte contre la corruption par les lobbys »**

➤ **« Exiger l'élection du Président de la Communauté de communes au suffrage universel direct. »**

➤ **« Favoriser la cogestion des entreprises. »**

D'autre part, comment « sensibiliser les habitants à leur pouvoir de citoyen » ? L'exercice de la démocratie repose sur l'implication de chacun dans la recherche de solutions à des problèmes communs. Pour redonner le goût de l'engagement au service du collectif, les participants ont avancé plusieurs propositions :

- *« Imposer la philosophie pour les enfants et les adolescents à l'école comme une matière obligatoire. »*
- *« C'est au plus près du terrain, avec les acteurs locaux, associatifs... que des solutions peuvent être trouvées. Nous devons être réactifs, imaginatifs, ne pas attendre des solutions "d'en haut". »*

III. « Ne laisser personne au bord du chemin » : partage des richesses et solidarités nouvelles

La troisième ligne de force est celle du **partage et de la solidarité**. Les participants nous disent l'urgence de trouver des réponses concrètes et durables aux fractures qui fragilisent notre société.

La première réponse est celle d'une **réduction des inégalités à la source** par l'encadrement des écarts de revenus devenus indécents...

« Retrouver une dynamique de réduction des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres telle qu'on l'a observée au cours des Trente Glorieuses : limitation des hauts revenus (...) et mise en exergue et revalorisation salariale "des petits métiers indispensables", tels que les éboueurs, les caissiers et caissières et, cela va sans dire, les auxiliaires de vie, les aides soignantes et auxiliaires puéricultrices, les infirmières, etc. »

... mais aussi par **une fiscalité plus juste**, à travers le **rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune**, le **renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale**, et d'une **nouvelle fiscalité pour les entreprises**.

« Le fruit du travail ne doit pas profiter qu'aux actionnaires et propriétaires. Modifier la loi sur la transmission du patrimoine des entreprises pour que la cession des entreprises soit répartie avec ceux qui l'ont fait fructifier par leur travail. »

La seconde réponse apportée par les participants est l'organisation d'une **solidarité individuelle** mais également **garantie par un État social** qui prend soin des personnes les plus vulnérables.

« Il est du devoir de tous de tenir à imposer la solidarité comme principe essentiel de l'action publique, car finalement la somme des solidarités individuelles ne pourra jamais constituer l'intérêt général, qui doit alors être le moteur de l'État répondant à la valeur "fraternité" du triptyque républicain. »

L'organisation de cette solidarité passe selon les répondants par **l'allocation de moyens supplémentaires aux services publics** sur l'ensemble du territoire, ainsi que par la **reconnaissance et la protection** « du tissu de bénévoles, du sport, de la culture, comme des éléments vitaux du bien vivre ensemble ».

IV. « Il faut se préparer aux crises à venir » : il est urgent d'entamer la conversion écologique de notre modèle économique

L'épidémie est un coup de semonce. La qualité de notre air, de notre eau, de nos sols, de notre climat est étroitement liée à notre activité et notre mode de production. À ce titre, la modalité « **"Placer l'homme à sa juste place sur notre Terre" : respecter la nature et préserver la biodiversité** » (13% des réponses) regroupe l'ensemble des contributions qui partagent l'urgence de réformer en profondeur notre modèle économique pour l'inscrire dans une dynamique durable.

« Il faudrait que les pratiques liées à l'économie sociale, solidaire et écologique deviennent la norme et non plus l'exception. »

Au-delà du constat, l'anticipation et la préparation aux crises écologiques à venir passent par différents intermédiaires : **la reconversion des industries polluantes** (11,7%), le **développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement** (9,3%), ainsi que **l'accélération de notre transition énergétique** (9,3%).

Parmi les propositions les plus concrètes avancées par les participants :

- **Taxation des industries polluantes** : « Il faudra penser à taxer les kérosènes des avions. »
- **Privilégier les mobilités douces** : « Un gros travail sur les transports de fret serait souhaitable. Le fer, le fluvial devraient remplacer les nombreux camions qui empruntent nos routes. »
- **Économiser l'énergie** : « Éteindre les villes le soir (pollution lumineuse). »

- **Une agriculture locale** : « Réorganiser les marchés mondiaux afin de privilégier les agriculteurs locaux en créant des OPEP par production : café, cacao, coton... »
- **Accompagner les agriculteurs dans la conversion biologique** : renforcer « les aides pour la formation et l'accompagnement à la conversion plus massive des agriculteurs vers une agriculture biologique. »

V. « Rompre avec une mondialisation pernicieuse » : la France et l'Europe dans le monde

La dernière thématique identifiée dans les réponses à cette question est celle de notre rapport au monde qui nous entoure. **Ni mondialisation sauvage, ni repli sur soi.** La ligne de crête qui se dégage d'une majorité de contributions est celle d'**une plus grande souveraineté française et européenne couplée à une meilleure coopération internationale.**

Notre souveraineté doit être garantie par le **maintien et la relocalisation des industries stratégiques sur notre territoire (11,7%** des réponses). C'est également au nom de la **revalorisation des nombreux savoirs-faire sur nos territoires** et de la **diminution de l'impact environnemental du transport de fret dans le monde** que les participants invitent à relocaliser un grand nombre d'activités productives.

« La nation doit chaque fois que cela est possible être souveraine. Économiquement, politiquement, socialement. Cela n'implique pas de cesser nos relations avec d'autres, mais cela implique de faire prévaloir le principe de subsidiarité. Faire soi-même ce que l'on peut faire. Ne pas s'en remettre uniquement pour des motifs de profit à d'autres qu'en fait nous appauvrissons. »

Néanmoins, à l'exception d'une réponse, cette relocalisation n'est pas le signe d'une fermeture sur le monde. Au contraire, **la quête de la souveraineté se fait plutôt au nom d'un principe de solidarité étendu à l'international.**

C'est également au nom de la solidarité que plusieurs demandent **la révision des accords de libre-échange** signés à l'échelle européenne. À cet égard, un nombre significatif de contributeurs (6,2%) appellent explicitement à **une refonte de l'Europe pour qu'elle soit pionnière sur la transition écologique, mais aussi les droits de l'Homme.** Reprenant une recommandation du manifeste *Changer l'Europe, c'est possible !* écrit par Thomas Piketty et porté par une centaine d'intellectuels depuis 2018, certains suggèrent « **la création d'une Assemblée européenne entre les pays volontaires déjà membres de l'Union européenne pour aller plus loin et mettre en place une politique fiscale, sociale et écologique commune** ».

Question n° 3 Comment je m'engage dans le monde qui vient ?

La troisième et dernière question portait sur **les modalités de l'engagement de chacun dans le monde qui vient**. Les participants recensent les engagements qu'ils prennent ou souhaitent prendre et indiquent les obstacles auxquels ils font face.

À la lecture des réponses, nous avons identifié **six catégories d'engagement** (voir **Graphique 3** et **Tableau 3** dans la partie Annexes) :

I. « Jouer mon rôle de consommateur responsable » : moins mais mieux	34 % des réponses*
II. « Accorder mon mode de vie à mes convictions » : l'éco-responsabilité en actes	19,1 % des réponses*
III. « J'échange et je partage » autour de moi : débats, transmission et recherche collective	30,1 % des réponses*
IV. « Je contribue au bien vivre ensemble » : associations et solidarités	40,1 % des réponses*
V. « Agir dans mon milieu professionnel » : l'engagement dans et par le travail	9,9 % des réponses*
VI. « Comment faire à plus grande échelle ? » : l'engagement en politique	24,1 % des réponses*

* Les participants ont souvent répondu à plusieurs de ces interrogations dans une même réponse, ce qui explique que la somme des pourcentages dépasse 100.

I. « Jouer mon rôle de consommateur responsable » : moins mais mieux

Dans la continuité des premières questions, plus d'un participant sur trois fait explicitement état de sa volonté de modifier ses pratiques de consommation. Trois mots d'ordre se dégagent des contributions :

- privilégier les productions locales et les circuits-courts (25,3% des réponses) ;
- acheter des produits respectueux de l'Homme et de l'environnement (14,8%) ;
- diminuer sa consommation en se recentrant sur l'essentiel (11,7%).

Plusieurs obstacles à cette consommation sont néanmoins soulignés par les participants :

- Le surcoût potentiel lié à une consommation plus éthique et plus locale ;
- Le manque de transparence et d'information sur les produits que l'on consomme.

« Lors des achats de "tous les jours", le choix de dire "oui" ou "non" serait plus motivé si les conditions de production/fabrication/transport apparaissent sur le produit ».

II. « Accorder mon mode de vie à mes convictions » : l'éco-responsabilité en actes

Le second volet d'engagements qui ressort des réponses rassemble des engagements liés aux **comportements éco-responsables dans la vie quotidienne**. La modalité la plus représentée est liée aux déplacements : « **"Je revois ma façon de me déplacer" : moins de voiture et d'avion, plus transport en commun et de vélo** » (11,1% des réponses). Elle mêle la volonté de moins se déplacer de manière générale, en privilégiant plus fréquemment le télétravail, et de recourir de manière plus systématique aux mobilités douces ainsi qu'aux transports en commun.

L'obstacle le plus régulièrement soulevé par les contributeurs est lié à l'accessibilité de modes de transports alternatifs.

« Actuellement il est quasiment impossible pour les résidents du Saintois de se rendre à Nancy par les transports en commun (horaires inadaptés, trajets trop longs). Il faut repenser le maillage et le calibrage des navettes. »

Parmi les autres comportements cités, on retrouve notamment « **les petits gestes pour la planète** » (économie d'énergie, compost, attention au gaspillage) qui représentent 7,4% des réponses et le **jardin potager** (4,9%).

III. « J'échange et je partage » autour de moi : débats, transmission et recherche collective

S'engager, c'est aussi prendre la parole. Un nombre important de contributeurs (32,1%) font valoir un engagement par l'échange et la discussion.

Celui-ci prend trois formes distinctes dans les réponses :

- **La recherche d'information et la réflexion personnelle et collective (16,7%) ;**
- **Le débat et la volonté de convaincre (14,8%) ;**
- **La transmission de valeurs au sein de la sphère familiale (7,4%).**

De manière générale, ces réponses renvoient à une attitude générale de curiosité, de conviction et de vigilance.

« J'évolue et je remets en question mes croyances limitantes ; je réfléchis, je prends conscience de mes choix, de mon pouvoir de choisir ce qui me semble bon pour moi et pour les autres. Je relaie l'information qui me semble juste (comme participer à cette enquête). »

IV. « Je contribue au bien vivre ensemble » : associations et solidarités

Cette quatrième catégorie regroupe le plus grand nombre de réponses, témoignant à nouveau d'un **puissant attachement au tissu associatif, mode privilégié de l'engagement chez les participants.**

Promotion du commerce équitable, mobilisation contre l'isolement des personnes âgées, éducation populaire, fleurissement des villages... Les participants s'engagent dans des associations aux objets sociaux divers.

« Les associations environnementales sont financièrement très touchées pas les politiques actuelles, je les soutiendrai. »

Parallèlement, certains soulignent l'importance d'une contribution financière au fonctionnement de ces **structures, souvent fragiles et privées des moyens nécessaires à leur déploiement**, faute d'un investissement suffisant de l'État depuis plusieurs années.

V. « Agir dans mon milieu professionnel » : l'engagement dans et par le travail

De façon plus marginale, **le travail est également cité comme un ressort possible de leur engagement (9,9%).**

Cela passe soit par l'exercice d'un **métier considéré d'utilité publique** par les répondants, soit par la **construction de projets écologiques ou solidaires** dans le cadre de leur emploi.

« Orthophoniste en maison de santé, je souhaite développer des ateliers ouverts au public sur le développement de l'enfant et prévention de la surexposition aux écrans. L'idée n'est pas encore vraiment aboutie mais j'y réfléchis fortement... en tous cas dès que ces histoires de covid seront derrière nous ! »

VI. « Comment faire à plus grande échelle ? » : l'engagement en politique

Enfin, le dernier modèle d'engagement identifié dans les réponses est celui de « l'implication dans la gestion du territoire et du pays ». Cette implication prend diverses formes :

- **participation à des actions et projets citoyens locaux (9,3%)** ;
- **être un élu « au service de son territoire » ou souhaiter se présenter à une élection (6,2%)** ;
- **exercer sa vigilance sur l'action du gouvernement et des élus à travers le vote et la manifestation (6,2%)**.

Ce désir d'engagement politique est **source de frustration** chez plusieurs participants qui indiquent ne se reconnaître dans aucune organisation politique existante.

Les contributions donnent à voir avant tout **un engagement politique ancré localement** et notamment à l'échelle communale et intercommunal, échelles privilégiées de l'implication, de l'entraide, et des échanges dans la réponses.

ANNEXES

Question n° 1

La crise est révélatrice. À quoi tenons-nous vraiment ?

Graphique 1. Catégorie des réponses à la première question

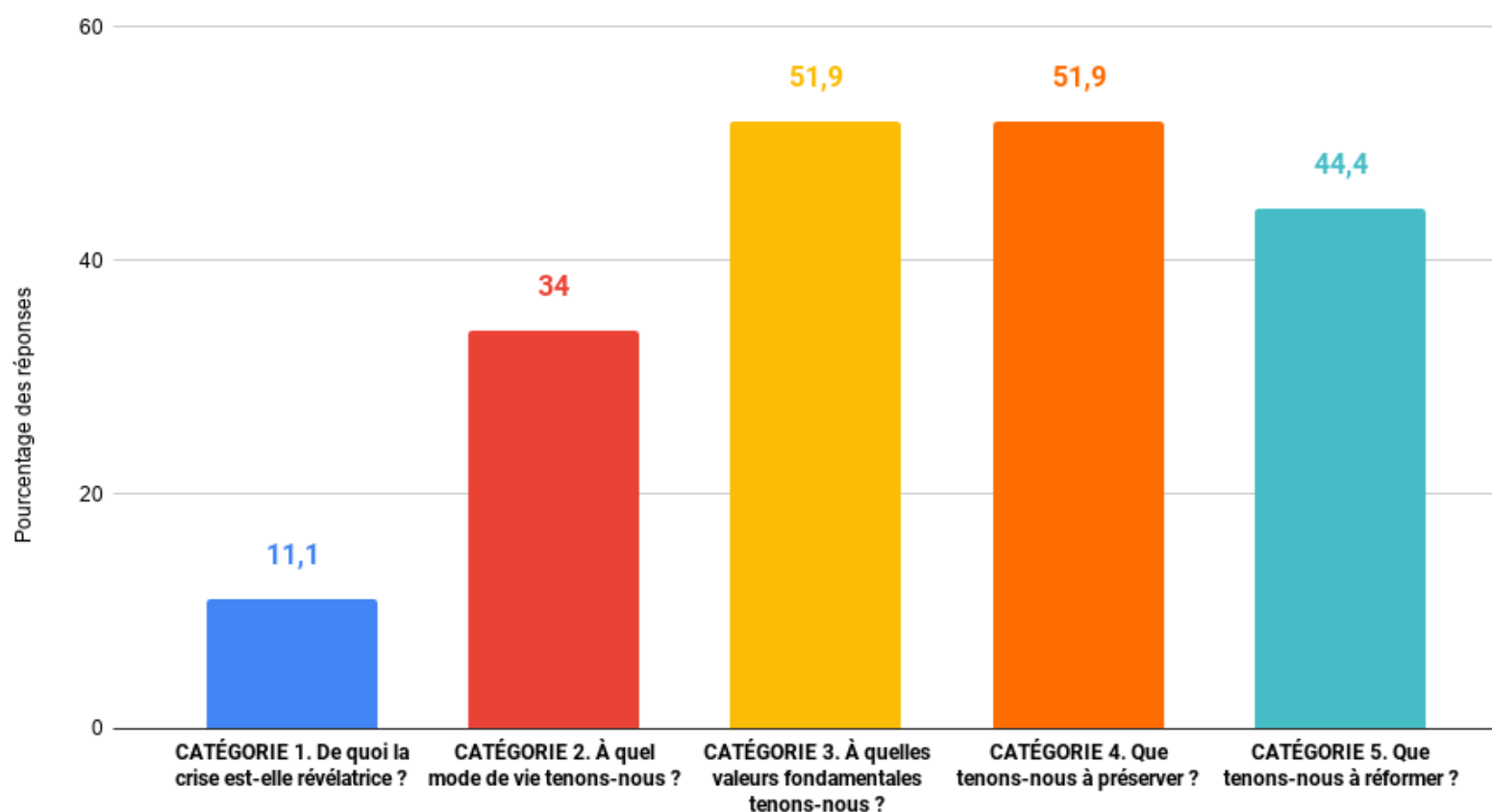


Tableau 1. Classement des modalités de réponses à la première question

	% des réponses
CATÉGORIE 1. De quoi la crise est-elle révélatrice ?	11,1
"Chacun est indispensable": des travailleurs invisibles font tenir notre société	4,9
Notre "humaine condition" : fragilité et vulnérabilité	3,7
"Quand gouverner, c'est prévoir" : le manque de moyens accordés à l'hôpital public	3,7
"La capacité du personnel soignant à se dépasser"	3,1
"Nous aspirons à nous retrouver, à nous embrasser, nous prendre dans les bras" : l'importance des contacts directs	2,5
CATÉGORIE 2. À quel mode de vie tenons-nous ?	34
"Je tiens à tous ceux que l'on peut aimer" : famille, amis, collègues...	16
"Cultiver la proximité" : services, commerces, production	10,5
"Revenir à une consommation plus raisonnée" : sobriété et modération	9,9
"Pour un monde plus lent" : rééquilibrer les sphères de l'existence	4,9
"Une alimentation saine et accessible"	3,7
CATÉGORIE 3. À quelles valeurs fondamentales tenons-nous ?	51,9
Solidarité, fraternité et inclusion	34,6
Justice sociale, égalité, partage	24,1
Respect de la dignité humaine et de l'environnement	16
Libertés individuelles	14,8
CATÉGORIE 4. Que tenons-nous à préserver ?	51,9
"Prendre soin de la Terre" pour qu'elle reste vivable	21
"La santé de chacun est un trésor à garder"	17,3
"Des services publics partout sur le territoire"	16,7
"Redevenir admiratif de la nature" : la biodiversité, tissu vivant de notre planète	15,4
"Une éducation de qualité pour tous les enfants"	8
"Notre formidable tissu associatif"	5,6
"Une protection sociale et solidaire publique"	5,6
"Le rôle et l'action des élus locaux" : la démocratie au plus près	1,9
"La protection de nos données" : le numérique comme bien commun	1,2

(suite et fin du tableau à la page 21)

CATÉGORIE 5. Que tenons-nous à réformer ?	44,4
Économie et fiscalité	
"Rémunérer le travail à sa juste valeur" et "revaloriser les métiers invisibles"	13,6
"Cesser la mondialisation à outrance" : pour une relocalisation des industries et des emplois	9,9
"La fin du règne de l'argent" : une économie au service du bien commun	8
"Une fiscalité plus juste" : pour un meilleur partage des richesses	3,1
Santé	
"Remettre les moyens humains et financiers dans les hôpitaux"	4,9
"Lutter contre les déserts médicaux" : l'accès aux soins sur l'ensemble du territoire	1,9
Agriculture	
"Une agriculture respectueuse de l'environnement"	2,5
Une meilleure rémunération des producteurs	2,5
Vie politique	
"Pour une démocratie directe" : créer les conditions d'une authentique participation citoyenne	5,6
"Un gouvernement et des élus transparents qui rendent des comptes" : pour plus de transparence et de contrôle	4,9
"Un dialogue sincère et constructif plutôt que des querelles de clocher, de partis et d'ego"	3,1
Transition écologique	
"La lutte pour l'environnement doit être le vecteur premier de l'action politique" : accélérer la transition écologique	4,3
"Favoriser les transports en commun plutôt que le tout-voiture"	2,5
Mondialisation	
"Cultivons la paix" : pour une meilleure coopération internationale	4,3
"Une Europe unie, sociale et démocratique"	0,6

Question n° 2
Quelle idée nouvelle me stimule le plus ?

Graphique 2. Catégorie des réponses à la deuxième question

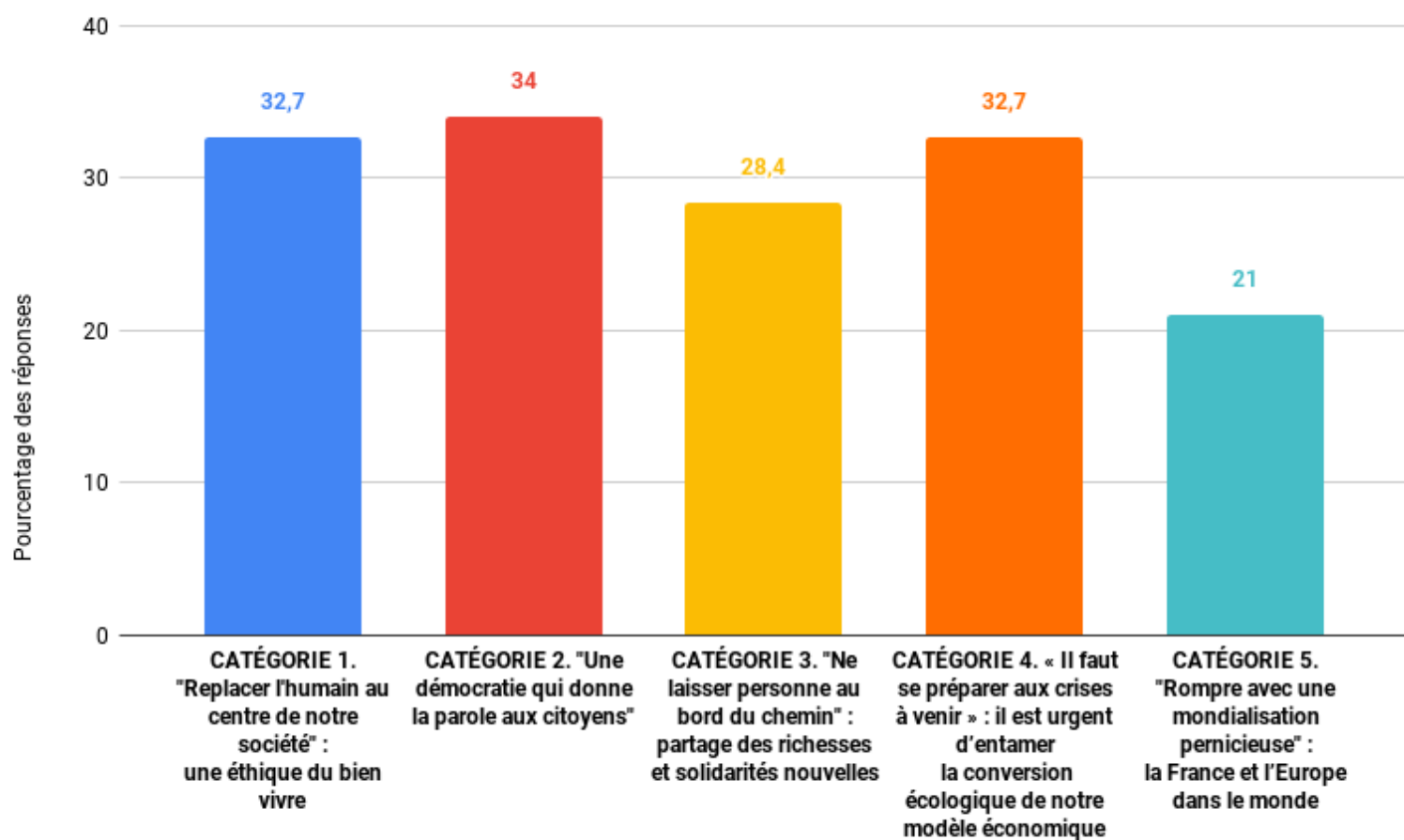


Tableau 2. Classement des modalités de réponses à la deuxième question

	% des réponses
CATÉGORIE 1. "Replacer l'humain au centre de notre société" : une éthique du bien vivre	32,7
"Les territoires doivent retrouver une place centrale" : une vie de proximité (consommation, travail, transports en commun)	16,7
"Moins mais mieux" : modération et sobriété de la consommation	13
"Redécouvrir le vivre ensemble" : unis dans la diversité	8,6
"Repenser les métiers de demain" : moins travailler et mieux travailler	6,8
"Se délivrer de l'angoisse du lendemain" : pour un revenu de base	5,6
CATÉGORIE 2. "Une démocratie qui donne la parole aux citoyens"	34
Des citoyens "acteurs de la république" : plus de participation en politique et dans les entreprises	13
"Un nouveau système de gouvernance plus transparent et plus démocratique" : créer les conditions d'un dialogue politique constructif	10,5
"Construire une pensée qui relie" : éducation, transmission et information des citoyens	9,9
"Mon idée n'est pas neuve mais elle n'a jamais été mise en place de manière efficace"	8,6
"C'est au plus près du terrain que des solutions peuvent être trouvées" : pour une plus grande décentralisation	5,6
CATÉGORIE 3. "Ne laisser personne au bord du chemin" : partage des richesses et solidarités nouvelles	28,4
"Mise en exergue et revalorisation salariale des petits métiers indispensables" : revoir notre échelle de valeur	11,7
"Cultiver un nouveau modèle social qui protège les individus et l'environnement" : dépasser les logiques budgétaires	9,9
"Retrouver une dynamique de réduction des inégalités" : une fiscalité sous le signe de la justice sociale	8,6
"Mieux aider ceux qui souffrent et qui voient leur dignité atteinte" : pour un meilleur accompagnement des plus démunis	8,6
"Mieux reconnaître l'action des associations" : protéger le tissu associatif et bénévole	4,3

(suite et fin du tableau à la page 24)

CATÉGORIE 4. « Il faut se préparer aux crises à venir » : il est urgent d'entamer la conversion écologique de notre modèle économique	32,7
"Placer l'homme à sa juste place sur notre terre" : respecter la nature et préserver la biodiversité	13
Des "entreprises au service du bien commun" : la reconversion des industries polluantes	11,7
"Arrêter tous ces gaspillages d'énergie" : réaliser la transition énergétique	9,3
"Une agriculture respectueuse de l'environnement" : une production locale et sans pesticide	9,3
"Que les plus fragiles soient le moins impactés possible" : lier l'écologie et le social	2,5
CATÉGORIE 5. "Rompre avec une mondialisation pernicieuse" : la France et l'Europe dans le monde	21
"Il est nécessaire de relocaliser nos productions" : garantir notre souveraineté	11,7
"Nous avons besoin d'une nouvelle Europe" : une Europe pionnière sur la transition écologique et les droits de l'Homme	6,2
"Le numérique doit être au service de l'humain" : la France doit renforcer sa vigilance sur les enjeux liés au développement du numérique	4,3
"Sauver les droits fondamentaux des hommes" : solidarité et vigilance à l'international	3,1

Question n° 3 Comment je m'engage dans le monde qui vient ?

Graphique 3. Catégorie des réponses à la troisième question

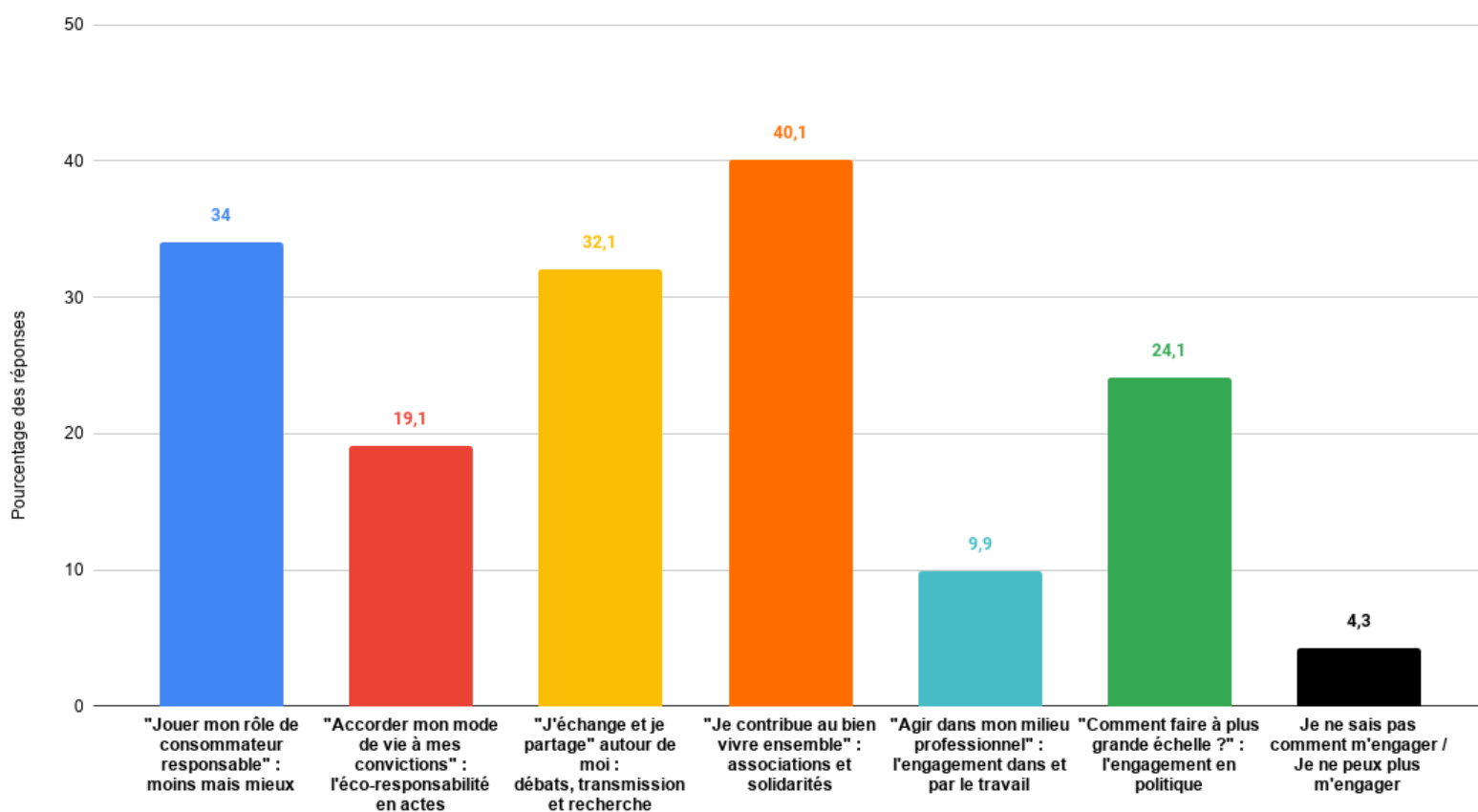


Tableau 3. Classement des modalités de réponses à la troisième question

	% des réponses
CATÉGORIE 1. "Jouer mon rôle de consommateur responsable" : moins mais mieux	34
"J'essaie de favoriser l'économie locale quand je le peux" : circuits courts, AMAP, made in France	25,3
"Je consomme mieux" : des produits respectueux des travailleurs et de l'environnement	14,8
"L'hyperconsommation n'est pas la solution" : je réduis ma consommation	11,7
"Je porte attention à la durabilité des produits" : j'achète d'occasion, je répare et je recycle	1,2
"J'utilise la monnaie locale"	0,6
CATÉGORIE 2. "Accorder mon mode de vie à mes convictions" : l'éco-responsabilité en actes	19,1
"Je revois ma façon de me déplacer" : moins de voiture et d'avion, plus transport en commun et de vélo	11,1
"Les petits gestes pour la planète" : économie d'énergie, compost, attention au gaspillage	7,4
"Je produis dans mon potager"	4,9
"Des habitats faibles consommateurs d'énergie" : isolation et rénovation	3,1
CATÉGORIE 3. "J'échange et je partage" autour de moi : débats, transmission et recherche	32,1
"S'informer, écouter, réfléchir" : je me renseigne et je participe à des groupes de réflexion	16,7
"Parler, diffuser mes idées et pousser le monde à bouger" : discussions et convictions	14,8
"J'agis au niveau familial" : je transmets les valeurs qui me semblent justes à la génération qui vient	7,4

(suite et fin du tableau à la page 27)

CATÉGORIE 4. "Je contribue au bien vivre ensemble" : associations et solidarités	40,1
"Je m'engage dans le milieu associatif"	27,8
"Je prends le temps de regarder, écouter, partager avec mes voisins" : entraide et convivialité	12,3
"Je participe financièrement aux actions des associations"	3,7
CATÉGORIE 5. "Agir dans mon milieu professionnel" : l'engagement dans et par le travail	9,9
"Je m'engage par mon travail" : un métier au service de l'intérêt commun	8,6
"Je milite syndicalement"	1,9
CATÉGORIE 6. "Comment faire à plus grande échelle ?" : l'engagement en politique	24,1
"Je suis un acteur de mon territoire" : participation à des actions et projets citoyens	9,3
"Voter" et "manifestester" : vigilance sur l'action du gouvernement et des élus	6,2
"Je suis une élue au service des autres" : s'engager pour son territoire	6,2
"Je m'engagerai dans une structure politique qui correspondra à mes valeurs"	2,5
"Je porte attention à la durabilité des produits" : j'achète d'occasion, je répare et je recycle	1,2
Je ne sais pas comment m'engager / Je ne peux plus m'engager	4,3